



HAL
open science

Introduction. Des démocraties subnationales en formation?

Alain Faure

► **To cite this version:**

Alain Faure. Introduction. Des démocraties subnationales en formation?. Douillet A.-C., Faure A., Halpern C., Leresche J.-P. L'action publique locale dans tous ses états. Différenciation et standardisation, L'Harmattan, pp.239-244, 2012, Logiques politiques. halshs-00695605

HAL Id: halshs-00695605

<https://shs.hal.science/halshs-00695605>

Submitted on 9 May 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

QUATRIÈME PARTIE

LES NOUVELLES IMPULSIONS
DÉMOCRATIQUES EN MÉTROPOLE
ET EN RÉGION



INTRODUCTION. DES DÉMOCRATIES SUBNATIONALES EN GESTATION?

Alain Faure

En s'intéressant aux processus de différenciation qui pourraient caractériser l'action publique métropolitaine et régionale, les analystes peuvent difficilement faire l'économie d'un questionnement centré sur les enjeux de démocratie en présence. Mais la piste s'avère compliquée à emprunter, notamment en raison de la multiplicité des interprétations qu'elle suggère. Prenons par exemple les références à la « démocratie locale » : voilà une notion qui mobilise immédiatement des émotions puissantes (à la manière des madeleines de Proust) sur les souvenirs fondateurs des premiers engagements politiques (un conseil de classe, un quartier, une association, un village, une mobilisation...). Cette représentation enchantée de la démocratie évoque immédiatement une esthétique du « local » qui diffuse la double promesse des conditions de l'égalité et de l'autonomie, dans la lignée des idéaux démocratiques qu'Alexis de Tocqueville traquait, déjà, dans son voyage en Amérique (Tocqueville, 1981). Cette empreinte, qui a notamment été théorisée sur les liens supposés entre la petite taille d'une communauté et la qualité de l'implication de ses membres dans la vie de la cité, est assurément chargée de sens et d'éthique. Mais une autre conception de la démocratie s'est imposée, depuis deux siècles, qui a largement supplanté le leitmotiv du *Small is beautiful* : la primauté des gouvernements représentatifs et de la légitimité issue du suffrage universel. Ce sont les trois grandes révolutions anglaise, américaine et française qui ont forgé cette croyance (devenue doctrine) selon laquelle la démocratie était avant tout affaire de représentation et de délégation des responsabilités sur des mandats électifs (Manin, 1995). Le « local » n'a pas été exclu de la démocratie représentative mais le principe de l'élection a durablement consacré le centre de gravité national des régimes d'assemblée. Et ce sont bien ces fondations « universelles » qui ont pris le pas sur les modèles alternatifs comme la participation, le tirage au sort, les référendums... Les quatre chapitres de cette partie permettent en quelque sorte de discuter un infléchissement inédit de la doctrine des gouvernements représentatifs au gré des impulsions démocratiques initiées dans les métropoles et dans les régions.

Les deux premières contributions de cette quatrième partie ont pour principale originalité d'éclairer les figures inédites de l'articulation incertaine entre la « démocratie locale » et les « gouvernements représentatifs ». Laurence Bherer et Mariona Tomàs s'intéressent aux tensions et aux conflits qui accompagnent la mise en place du design participatif à Montréal et à Barcelone. Les mobilisations observées dans les quartiers, dans les arrondissements et dans les villes qui composent ces deux métropoles génèrent des interdépendances entre les échelles d'intervention mais, aux complémentarités attendues, les politistes repèrent surtout des tensions et des conflits. La démocratie participative, nous disent-elles, véhicule sur chacune de ces strates (le quartier, l'arrondissement, la commune, la métropole) un « référent territorial de mobilisation » qui spécialise, qui oriente et qui différencie la nature des enjeux politiques locaux. Guillaume Gourgues arrive à des résultats comparables en cherchant à décrypter la « fièvre participative » qui saisit les arènes des collectivités régionales depuis quelques années. Son analyse des deux logiques fort différentes en présence (l'apprentissage croisé et la captation politique) débouche sur le constat d'une « évolution des manières de gouverner démocratiquement un territoire ». L'auteur insiste sur la matérialité des dispositifs participatifs et sur la combinatoire spécifique observée dans chaque région : les fichiers de participants, la professionnalisation des expertises et la production des connaissances constituent des techniques et des pratiques (« un ensemble de technologies ») qui singularisent les formes d'ancrage social de l'exercice de l'autorité politique.

Les deux contributions suivantes constituent des contrepoints critiques utiles dans la mesure où les auteurs insistent sur les résistances et sur les effets de neutralisation qui ralentissent les processus de différenciation de l'action publique métropolitaine. Rémi Lefebvre et Martine Revel s'intéressent à la « difficile mise en démocratie » des communautés urbaines de Lille et de Nancy en étudiant le fonctionnement de leurs « conseils de développement », ces espaces de concertation et de délibération censés assurer une meilleure vie démocratique à l'échelle de l'agglomération. Certes, les auteurs constatent que les instances fonctionnent différemment dans les deux villes, qu'elles évoluent beaucoup avec le temps et qu'elles produisent deux *styles de gouvernement* concernant la place de la ville centre, le rôle des élites et la nature des « marchandages municipalistes ». Mais les deux politistes observent que ces « lieux de parole » ne produisent pour l'instant qu'un « sens territorial partagé » fort limité, comme si la démocratie urbaine favorisait certes l'invention de grands récits mais qu'elle restait encore sous le régime d'une « liberté surveillée » et bridée par des intérêts catégoriels. Enfin, Thomas Frinault et Rémy Le Saout étudient cette équation démocratique sous l'angle des élections municipales à Rennes, à partir du cas

singulier d'un candidat s'étant explicitement affiché pendant la campagne électorale – et avec succès – comme « l'entrepreneur de la cause métropolitaine ». L'étude, qui nous ramène en quelque sorte aux fondamentaux de la démocratie représentative, permet d'identifier les arguments jusqu'alors indicibles opposant deux visions du monde : d'un côté les partisans communal-centrés de la proximité et de la responsabilité et de l'autre le chantre *singulier* de la technicité et de la distance à l'échelle de la métropole. Les auteurs, s'ils refusent toute « extrapolation hasardeuse », n'en constatent pas moins que ce traitement différencié de la « cause métropolitaine » débouche sur des définitions contrastées du pouvoir mayoral.

À Montréal, à Barcelone, dans le Nord-Pas-de-Calais, en Bourgogne, en Ile-de-France, en Rhône-Alpes, à Lille, à Nancy ou à Rennes, il semble donc que des impulsions démocratiques variées se font jour qui bousculent le double grand partage séparant le représentatif du participatif et le local du national. La réflexion se situe au cœur d'une solide énigme de science politique, celle consistant à retracer l'agencement des passions politiques dans la production de l'ordre. Dans leurs points saillants, les quatre contributions permettent peut-être de mieux comprendre la gestation des démocraties subnationales, c'est-à-dire la diversité des combinatoires métropolitaines et régionales pour définir non pas le bien commun mais les principes démocratiques de sa production.

